

Andreas Lustenberger

Präsident Verein für eine Nachhaltige Siedlungsentwicklung,
Co-Präsident Junge Grüne

Nach mehr als einem Jahr intensiver Vorbereitung können wir, die Jungen Grünen, nun endlich die Zersiedelungsinitiative lancieren.

Weshalb gerade eine Initiative gegen die Zersiedelung? Weshalb gerade zu diesem Zeitpunkt? Was will die Initiative? Was sind ihre Auswirkungen? Und welche Partnerorganisationen unterstützen die Initiative?

Auf diese Punkte werde ich in aller Kürze eingehen:

Weshalb lancieren wir eine Initiative gegen die Zersiedelung? Weil die Zersiedelung das "Umweltproblem Nummer eins" ist. Das klingt dramatisch, und tatsächlich ist die Lage sehr ernst. Wie der neue Bericht des BFS aufzeigt, ist die Siedlungsfläche zwischen 1985 und 2009 um 44,1% gewachsen, während im gleichen Zeitraum die Bevölkerung um bloss 17.5% gestiegen ist. Das Hauptproblem ist also der Pro-Kopf-Verbrauch an Fläche. Heruntergebrochen bedeutet das, dass täglich über 8 Fussballfelder Landschaft zubetoniert werden. Die Zersiedelung zerstört aber nicht nur die Natur und fruchtbares Agrarland, sondern ist auch verantwortlich für das immer grösser werdende Verkehrsaufkommen. Wer dezentral wohnt, muss für die Arbeit, das Einkaufen und Freizeitaktivitäten weite Strecken zurücklegen. Zudem lohnt sich in Siedlungen mit niedriger Bevölkerungsdichte eine optimale ÖV-Erschliessung nicht. Das bedeutet, dass die EinwohnerInnen mehrheitlich auf den Individualverkehr bzw. das Auto zurückgreifen müssen. 50 Jahre planlose Zersiedelung und steigendes Verkehrsaufkommen sind genug! Es ist höchste Zeit, die Situation in den Griff zu kriegen.

Das Schweizer Stimmvolk hat sich mit der überaus deutlichen Annahme der RPG-Revision klar für eine restriktivere Raumplanungspolitik ausgesprochen. Doch wie sich in der Umsetzung in den Kantonen zeigt, wird das neue Raumplanungsgesetz die Zersiedelung nicht stoppen können. Zudem orientiert sich das RPG am Baulandbedarf, obwohl das Bodenangebot begrenzt ist.

Die Zersiedelung ist ein Thema, das die Jungen Grünen schon seit mehreren Jahren antreibt. Unter anderem wurde die Kulturlandinitiative in Zürich von den Jungen Grünen angestossen und auch in Bern und St. Gallen waren die Jungen Grünen bei kantonalen Initiativprojekten beteiligt.

Inhaltlich fordert die Initiative die Begrenzung der Gesamtmenge der Bauzonen. Es ist die zentrale Massnahme, um dem ausufernden Siedlungsbrei zu begegnen. Um eine qualitativ hochwertige Siedlungsentwicklung nach innen zu ermöglichen, fördert die Initiative die nachhaltigen Quartiere. Sie sind der Schlüssel, um Nachhaltigkeit und Wohnqualität zusammenzubringen.

Die Initiative bewirkt viel. Die Zersiedelung wird nicht nur gesteuert, sondern gestoppt. Trotzdem werden die baulichen Entwicklungsmöglichkeiten der Schweiz nicht abgewürgt. Bauzonenreserven können an einem Ort geschaffen werden, wenn sie dafür an einem anderen Ort ausgezont werden. Die Landschaft bleibt erhalten und mit den nachhaltigen

Quartiere steht trotzdem genug Wohnraum zur Verfügung. Die Statistik des Bundesamts für Raumentwicklung zeigt, dass die äusseren und inneren Reserven in den Bauzonen mehr als genug gross sind, um ein zukünftiges Bevölkerungswachstum abzufangen. Befürchtungen, dass die Initiative daher den Wohnraum verknappen und die Mietpreise hochtreiben könnte, sind also unbegründet.

Ist die Zersiedelung ein Initiativthema für eine Jungpartei? Unsere Antwort ist klar: Ja. Denn es geht um die Zukunft unserer Generation. Wir wollen eine Schweiz mit Natur, Grünflächen und Landwirtschaft, keine Betonwüste.

Mit dieser Forderung sind wir nicht alleine. Unsere Initiative wird von den Grünen und der JUSO mitgetragen. Ebenfalls vom Verein Neustart Schweiz, der sich für nachbarschaftliche Wohnformen mit kurzen Wegen und hoher Lebensqualität einsetzt. Last but not least unterstützt uns auch Benedikt Loderer, der den Begriff der Zersiedelung massgeblich geprägt hat und seit vielen Jahren immer wieder auf deren Gefahren aufmerksam macht.

Conférence de presse du lancement de l'initiative contre le mitage

Ilias Panchard

Co-président des Jeunes Vert-e-s suisse

Mon intervention se concentrera sur deux points : premièrement, quelques mots sur l'évolution de l'utilisation du sol en Suisse ces dernières années, puis dans un deuxième temps, une analyse sur les impacts négatifs d'un aménagement du territoire trop peu suivi et organisé.

Chaque seconde, 1.1 m² de terres agricoles est perdu. Cela correspond à quelques 8 terrains de football de terres arables, dont les sols fertiles sont bétonnés chaque jour. Dans le Mittelland ce bétonnage incontrôlé est même deux fois plus rapide !¹

Lors de 50 dernières années, la Suisse a utilisé autant de surfaces à des fins de construction que ce qu'elle avait utilisé entre la sédentarisation de l'homme et le milieu du 20ème siècle. Entre 1935 et 2002, l'occupation du sol a augmenté deux fois plus rapidement que la population résidente. Plusieurs faits permettent d'expliquer cette évolution :

La surface d'habitat et d'infrastructure se chiffrait en 2009 à 407 m² . Cet indicateur - qui représente la somme des aires de bâtiments, des surfaces de transport, des aires industrielles et des espaces verts - est en augmentation constante ces dernières années. Il est ainsi probable qu'il ait continué à augmenter depuis les chiffres de 2009.

En tout cas, aucune mesure efficace qui permettrait sa réduction n'a été prise. Cette évolution est principalement due au développement des surfaces de transport et des aires de bâtiments.

Sachant que les surfaces occupées par les bâtiments occupent près de la moitié de la surface d'habitat et d'infrastructure totale (49.4% ou 201 m²), la densification des friches industrielles, l'établissement de quartiers durables ainsi qu'un mécanisme freinant l'étalement urbain s'avèrent le moyen le plus efficace pour permettre un aménagement durable du territoire. Pour y lire plus clair, il faut regarder de plus près la surface d'habitat par personne et regarder le type de logements construits ces dernières années.

La surface d'habitat moyenne était de 34 m² en 1980 et a augmenté constamment depuis pour atteindre aujourd'hui plus que 45 m² par habitant. Si des facteurs sociétaux (divorce qui implique deux logements, personnes âgées seules dans leur logement) peuvent expliquer une partie de cette augmentation, le facteur principal et déterminant est bien le type de logements construits.

L'exemple du Canton de Bâle-ville montre que des alternatives durables existent. En effet, la surface d'habitat et d'infrastructure y est seulement de 138 m² par personne alors qu'elle dépasse les 400 m² en moyenne suisse. Une densification de qualité est donc bien possible.

Quelques projections cartographiques réalisées par la région Morges (39'000 habitants et 17'400 emplois en 2013) aident à saisir le point que je souligne² : à gauche, la situation actuelle. Au centre, une projection montrant les surfaces occupées si toute la population habitait dans des quartiers de type historique, à la densité de population élevée et, enfin, sur votre droite, le résultat si la population habitait dans des quartiers de villas.

1 Tiré de « L'utilisation du sol en Suisse – Exploitation et analyse » (OFS, 2015). La conversion en équivalent "terrains de football" a été faite par nos soins.

2 Comparatif de densité dans la région morgienne, 2013 :

http://www.regionmorges.ch/files/docs_densification/RM_scenarios_20130902.pdf

Ces images illustrent parfaitement notre position constamment répétée ces dernières années : le mitage du territoire n'est pas la conséquence de l'augmentation de la population mais bel et bien celle de l'augmentation de notre consommation de ressources naturelles tels que le sol.

Les 9000 villas individuelles construites chaque année de manière désordonnée et les centres commerciaux gigantesques sur un seul étage sont eux un frein énorme à une politique de préservation des sols naturels³.

Sachant les problèmes de mobilité et les questions économiques soulevées, comment peut-on développer le sud du canton de Fribourg en un canton-dortoir dans lequel énormément d'habitants travaillent à Berne ou dans l'arc lémanique ?

Les interactions entre les régions mais aussi entre les nombreuses activités faites par ces personnes (travail, loisirs, achats) doivent être sérieusement prises en compte dans l'aménagement du territoire.

L'équation posée est simple : soit on laisse le marché et les milieux immobiliers décider de ce qu'ils construisent et, en grande partie, où ils construisent, soit on s'engage pour freiner cette course à l'étalement urbain qui gaspille les sols agricoles et naturels.

Cette tendance à construire toujours plus loin des villes et agglomérations n'est plus tenable, tant dans le gaspillage des sols de qualité, dans les disparités fiscales et économiques entre cantons que dans les problèmes de mobilité, grandement dus à cette tendance « habiter dans le sud de Fribourg, travailler à Genève et faire du fitness à Berne ». Et posséder, bien sûr, les deux voitures nécessaires à ces nombreux déplacements.

On ne peut pas tabler le développement économique du pays sur un aménagement du territoire aussi peu organisé et incohérent.

La question agricole se pose aussi, et de plus en plus. Notre initiative peut être vue comme un complément des initiatives visant à soutenir les agriculteurs et la production locale, de qualité. Continuer à gaspiller les surfaces agricoles revient à tuer l'agriculture à petit feu et ainsi à concentrer la production dans de grands domaines industrialisés, axés sur la productivité.

Préserver des zones agricoles de qualité, aux sols préservés, relativement proche des villes permet aussi d'alimenter les villes de manière durable : circuits courts, ventes directes, mobilité durable et nourriture locale. Cela se fait déjà dans de nombreux quartiers durables, en lien direct avec des agriculteurs régionaux qui peuvent profiter de clients fixes, de prix corrects et d'échanges plus humains.

Enfin, suite aux pressions mises par nos milieux ces dernières années, la Berne fédérale commence, très gentiment, à saisir une partie des enjeux autour de ces questions. Hélas, aucune réponse à l'ampleur des défis n'est donnée pour le moment.

Nous nous trouvons maintenant face à un choix de société important. Cette initiative en propose un, qui permet tant de freiner l'étalement urbain excessif que de mettre en avant les projets d'habitation intelligents, durables, où il fait bon vivre.

3 Infographie de Factual RTS suite aux propos d'Ilias Panhard, 09.12.2014 : <http://www.rts.ch/info/suisse/6367343-une-maison-individuelle-construite-toutes-les-68-minutes-en-suisse.html>

Aline Trede

Nationalrätin Grüne

Umsetzung RPG – wo wir heute stehen und warum es die Initiative dringend braucht

Das Raumplanungsgesetz RPG trat am 1. Mai 2014 in Kraft. Es gibt bereits einige Kantone, welche sich wirklich an die Umsetzung des RPGs gemacht haben. Bereits jetzt zeigt sich, dass diese oft überhaupt nicht im Sinne der Grünflächen geschieht. Es scheint, dass die Raumplanung von den Kantonen nicht prioritär behandelt wird, was schwerwiegende Folgen haben wird, da nicht nachhaltig mit der Siedlungs- und Freifläche umgegangen wird.

Das RPG bietet viel Spielraum bei der Umsetzung, so beispielsweise die Szenarien des Bevölkerungswachstums. Der Bund gibt drei verschiedene Szenarien vor. Wenig Bevölkerungswachstum, mittleres Bevölkerungswachstum, hohes Wachstum. Natürlich wählt die Mehrheit der Kantone das hohe Szenario, da so am meisten Fläche eingezont werden kann und sich die Kantone nicht um die Siedlungsentwicklung nach innen bemühen müssen. Davon profitiert die Baulobby. Auch hier gibt das Raumplanungsgesetz zu wenig stricte Standards vor.

Daneben zeigt sich aber vor allem, dass das RPG in seiner Substanz, d.h. abgesehen von jeder Umsetzung, völlig ungenügend ist. Die grösste Schwäche des RPG ist, dass keine Limite für die Bauzonen vorhanden ist. Es wird einmal für den Bedarf der nächsten 15 Jahre eingezont. Wenn diese Fläche aber einmal überbaut ist oder halt plötzlich doch mehr Bedarf besteht, kann weiterhin Teil für Teil eingezont werden. Es wird also keinen Einzonungsstopp und damit auch kein Ende der Zersiedelung geben, wenn wir nur auf das RPG setzen.

Aus den oben genannten Gründen ist die Initiative so wichtig. Sie schlägt die richtigen Pflöcke ein und unterstützt die positiven Punkte des RPG. Auf dass wir unsere Schweiz nicht zubetonieren. Das Stimmvolk hat mit der Zweitwohnungsinitiative schon einmal einen Stopp verlangt. Das Parlament versuchte, alles zu verwässern, was ging. Wir müssen deshalb weitergehen und die Gesamtsituation der Schweiz anschauen. Eine qualitative, richtige Verdichtung, welche Lebensqualität und Freude bringt. Nur so werden wir Kulturland und Freiräume schützen können.

Lena Frank

Co-Präsidentin Junge Grüne

Das Dorf in die Stadt holen!

Wir wollen im Grünen wohnen, wir wollen ein intaktes Dorfleben, wir wollen Anonymität, wir wollen die Schule im Quartier, wir wollen Einkaufen in Gehdistanz, wir wollen kurze Arbeitswege, wir wollen ein engmaschiges ÖV-Netz, wir wollen lokales Gastgewerbe. Wir wollen alles auf einmal. Wir wollen die eierlegende Wollmilchsau. Wollen wir zu viel?

Nein! Unsere Vorstellung des möglichen zukünftigen Zusammenlebens ist an einigen Orten bereits Realität. Zum Beispiel das Mehr-Generationen-Haus am Eulachpark in Winterthur, die Quartiere Hunziker-Areal, Manegg und die Siedlung Sihlbogen in Zürich oder die Siedlung Jonction – Artamis in Genf. Ich beschreibe hier kurz, wie ein Prototyp eines nachhaltigen Quartiers aussehen könnte:

- Um ein lokales Zentrum bildet sich ein Quartier mit etwa 500 Einwohnerinnen und Einwohner.
- Die Bauten sind ring- oder U-förmig und verfügen über einen Innenhof. Sie vereinen somit optimale Lebensqualität mit dichter Bauweise. Der Innenhof ist von der Strasse geschützt. Das bietet die Gelegenheit, am Morgen gemütlich ein Kaffee zu trinken, die Kinder draussen spielen zu lassen oder problemlos ein Grillfest zu veranstalten. Wer Ruhe und Privatsphäre sucht, ist nicht im Nachteil, denn die Wohnungen sind perfekt schallisoliert.
- Das Parterre der Wohnungen bietet genügend Platz für den Quartierladen, einen Coiffeur, eine Kindertagesstätte, Cafés und gemeinsam genutzte Räumlichkeiten für beispielsweise eine Werkstatt. Dies wird dadurch ermöglicht, dass die strikte Trennung von Wohn- und Gewerbegebiet aufgehoben und die Durchmischung gefördert wird.
- Ein gut ausgebauter öffentlicher Verkehr lohnt sich, denn es wohnen genügend Leute in diesen Quartieren. Der Individualverkehr verringert sich, da die Anwohnenden keine grossen Wege für die alltäglichen Besorgungen zurücklegen müssen.
- Nachhaltige Quartiere schaffen bezahlbaren Wohnraum mit hoher Lebensqualität. Damit wird er auch für schwächere Gesellschaftsschichten erschwinglich. Das fördert die Integration und wirkt der Segregation entgegen.

Das ist eine langfristige Vision, in deren Richtung die Zersiedelungsinitiative einen Schritt unternimmt. Anstatt anonymer Siedlungsbrei in Agglomerationsgebieten sollen nachhaltige Quartiere entstehen, in denen das Wohnen attraktiv ist und die gleichzeitig auch ein sehr wichtiger Faktor im Kampf gegen die Zersiedelung sind.

Diese Wohnformen sind allerdings noch zu wenig bekannt. Unsere Initiative nimmt sowohl Bund, wie auch Kantone und Gemeinden in die Pflicht, günstige Rahmenbedingungen dafür zu schaffen. Dazu gehören die Aufhebung der Parkplatzpflicht, die Anpassung der maximalen Ausnutzungsziffer und eine funktionale Durchmischung. Das ist notwendig, damit Wohnen, Arbeit und Freizeit wieder näher zusammenrücken.

Das Modell der „nachhaltigen Quartiere“ muss bekannt gemacht werden. Nur die Kombination nachhaltiger Quartiere mit einem Einzonungsstopp kann der fortschreitenden Zersiedelung endlich einen Riegel schieben.

Denn wir wollen auch in Zukunft in der Natur wandern. Wir wollen, dass unsere Kinder wissen, woher die Milch kommt. Wir wollen lebendige Städte. Wir wollen Vielfalt. Wir wollen die eierlegende Wollmilchsau. Wir lassen uns die Zukunft nicht verbauen!

Basil Oberholzer

Präsident Junge Grüne St. Gallen

Der Initiativtext

Die Initiative hat zwei zentrale Inhalte. Zum einen sollen die Bauzonen insgesamt nicht mehr ausgeweitet werden, um die Zersiedelung zu stoppen und die nicht überbaute Fläche zu erhalten. Zum anderen soll die Förderung nachhaltiger Quartiere bewirken, dass das Wohnen nachhaltig, platzsparend und attraktiv ist. Eine fortschrittliche Siedlungsplanung verkürzt die Verkehrswege und reduziert den Energie- und Ressourcenverbrauch ohne die Lebensqualität zu beeinträchtigen. Die nun folgenden Erläuterungen erklären den Initiativtext genauer.

Zu Abs. 4: Dieser Artikel enthält die grundsätzliche Stossrichtung der Initiative. Zum einen sagen wir damit, wie die ideale Siedlung, also ein nachhaltiges Quartier, aussehen soll. Sie soll kleinräumige Strukturen und kurze Verkehrswege haben. Dies entspricht dem Grundsatz, dass Wohnen, Arbeit und Freizeit wieder näher zusammenrücken müssen, um die Umweltbelastung zu reduzieren. Zusätzlich sagt der Artikel auch, auf welche Weise die nachhaltigen Quartiere gestärkt werden sollen. Die Initiative operiert hier nicht mit strikten Vorschriften, sondern will in erster Linie bessere Rahmenbedingungen, um nachhaltige Quartiere einfacher zu realisieren. Ein wichtiger Umsetzungsvorschlag ist z.B. die Abschaffung der Parkplatzpflicht. Die Kompetenzordnung zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden bleibt unangetastet.

Zu Abs. 5: Das Ziel der Siedlungsentwicklung nach innen sagt, dass die innere Verdichtung angestrebt wird. Dabei soll es keine zwingenden Vorschriften für private Bauherren geben. Die kommunale Zonenplanung hat es aber in der Hand, durch das Festlegen von Ausnutzungsziffern und Bauklassen die entsprechenden Anreize zu setzen. Auch Gestaltungspläne sind ein hoch effektives Instrument. Von zentraler Bedeutung ist der Grundsatz, dass die Lebensqualität sowie die Schutzbestimmungen wie beispielsweise der Heimatschutz nicht unter der Verdichtung leiden dürfen. Dass dies möglich ist, zeigen zum einen die Idee der nachhaltigen Quartiere und zum anderen die Statistik des Bundes, welche auch unter Berücksichtigung der Schutzbestimmungen ein riesiges Potenzial an inneren Reserven ausweist.

Zu Abs. 6: Dies ist der zentrale Artikel, mit dem wir die Zersiedelung stoppen. Die Gesamtfläche der Bauzonen darf nicht anwachsen. Einzonungen an einem Ort werden durch entsprechende Auszonungen an einem anderen Ort kompensiert. Dabei gibt es zwei Kompensationskriterien. Erstens muss die Kompensationsfläche mindestens gleich gross sein. Zweitens muss sie mindestens den gleichen landwirtschaftlichen Ertragswert aufweisen. Wird eine Fläche mit hoher Produktionskapazität ausgeschieden, so muss eine Kompensationsfläche, die eine tiefere Produktionskapazität hat, dafür umso grösser sein. Der landwirtschaftliche Ertragswert wird bisher zwar nur für das Landwirtschaftsland geschätzt. Er ist aber auch für die restlichen Flächen einfach anwendbar. Durch die Kompensationsmöglichkeit können die Bauzonenreserven dorthin verschoben werden, wo beispielsweise der Anschluss an den öffentlichen Verkehr vorhanden ist oder wo die Arbeitsplätze sind.

Zu Abs. 7: Mit der Begrenzung der Bauzonen stellt sich sofort die Frage, was ausserhalb der Bauzonen geschieht. Dieser Absatz wirkt der Lockerung des Bauens ausserhalb der Bauzonen entgegen und sorgt dafür, dass die Wirkung von Abs. 6 nicht geschwächt wird. Konkret sollen für die Landwirtschaft benötigte Bauten sowie standortgebundene Bauten von öffentlichem Interesse weiterhin zugelassen sein. Für bestehende Gebäude gilt die Bestandesgarantie mit geringfügigen Ausbaumöglichkeiten. Wenige Ausnahmen wie beispielsweise eine SAC-Hütte sollen möglich sein und durch das Gesetz festgelegt werden. Grundsätzlich beabsichtigt dieser Absatz nicht, die heutigen Vorschriften gravierend zu verschärfen. Es geht vor allem darum, dass sie nicht als Reaktion auf die Initiative noch weiter ausgehöhlt und verwässert werden.